

Le dossier Rohm and Haas fait débat parmi les élus

■ **Chamailleries politiques entre élus de la région, autour de la situation du site Rohm and Haas de Semoy, qui doit fermer fin 2010.**

Hier, au sortir de la table ronde organisée à Bercy, au ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, autour du dossier Rohm and Haas — entreprise de chimie basée à Semoy, dont la fermeture est programmée pour fin 2010 —, Charles-Éric Lemaignan, le président de l'AggLO, déplorait « la *démagogie intenable* » de certains élus : « *Je suis choqué que certains fassent des profits personnels sur le malheur des gens.* »

La réponse de Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, à l'origine de la réunion, ne s'est pas fait attendre. Il présente ainsi un courrier symbole de son intérêt initial pour l'affaire Rohm and Haas, adressé à Christian Estrosi, le ministre de l'Industrie, et sollicitant « *une réunion de travail au sein du ministère en compagnie de trois représentants des salariés de l'entreprise de Semoy* ».

Quelques minutes auparavant, les représentants des salariés du site de Semoy accusaient pour leur part le président de l'AggLO de servir de porte-voix à la direction de Rohm and Haas. Contacté à ce sujet, celui-ci reconnaît ses « *rappports plus réguliers avec Christian Siest (directeur du site de*

Semoy) qu'avec les employés de Rohm and Haas ». Sensible à leur désarroi, Charles-Éric Lemaignan affirme « *regretter la situation inconfortable* » dans laquelle se trouvent aujourd'hui Christian Siest et les grévistes de Semoy.

Sauver le site par l'innovation

Hier matin, Nicolas Massart, le chef de cabinet de Christian Estrosi, réunissait donc les délégués syndicaux de l'entreprise de Semoy, ainsi que Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, Éric Doligé, sénateur UMP du Loiret, Charles-Éric Lemaignan, président de l'AggLO, et plusieurs experts autour d'une table parisienne.

But de cette réunion pour les syndicats : exposer la situation en haut lieu. « *Il faut remercier M. Jean-Pierre Sueur, qui nous a beaucoup soutenus* », confiait Christian Herpin, délégué CFDT, au sortir de l'entretien.

Toujours en conflit avec la direction du site à propos du paiement des jours de grève, les délégués syndicaux affirment plus que jamais leur volonté de « *sauver le site* » et de « *préserver leur activité* ».

« *Le site de Semoy possède beaucoup d'atouts : performance, qualité du personnel, sécurité et innovation. J'espère que l'État pourra intervenir pour le sauver* », confiait Jean-Pierre Sueur, ajoutant qu'il « *souhaite que tous les élus travaillent dans le même sens pour sauver cette entreprise.*

Là n'était pas la place d'une querelle politique dont le seul aboutissement serait de desservir la cause de l'entreprise ».

La société prévoit de délocaliser depuis le site de Semoy un certain nombre d'activités innovantes, en Allemagne ou encore en Italie. Une décision « *injustifiée* », pour Jean-Pierre Sueur, puisque « *le groupe est en bonne santé financière et que le site de Semoy est performant* ».

Conscient de la qualité du site, tant par sa sécurité que par le savoir-faire spécifique des salariés, il espère un appui de l'État, qui pourrait, le moment venu, agiter la carotte des aides pour convaincre Dow Chemical de choisir la France plutôt que l'Italie comme terre d'accueil. Le projet des « *colles photovoltaïques* », à la pointe de l'innovation, pourrait en effet convaincre l'État français de s'investir pour le site de Semoy.

Charline Bouchereau.



HIER, A PARIS. Les délégués syndicaux du site Rohm and Haas de Semoy (Christophe Villoing, FO ; Christophe Filippini, Sud Chimie ; Christian Herpin, CFDT) étaient conviés à une réunion, en présence notamment de Jean-Pierre Sueur (de g. à dr.). (Photo : Philippe Dobrowolska)